



LIBERTES, SALAIRE, EMPLOI, SERVICES PUBLICS,

Jeunes, salariés, retraités, privés d'emploi, faisons-nous entendre pour gagner !

Les organisations syndicales, CGT, FO, FSU, Solidaires de la Mayenne rappellent qu'elles ont mis en garde le gouvernement face aux projets de régression sociale et aux atteintes aux libertés.

Nous nous opposons à ce que la situation sanitaire, soit utilisée par le gouvernement et le patronat pour remettre en cause les droits et conquis des salariés, des jeunes, des privés d'emploi et des retraités. Nous refusons que le « quoi qu'il en coûte » soit payé par les travailleurs.

En cette rentrée, l'emploi et les salaires doivent être la préoccupation première du gouvernement. La précarité est en forte hausse, et malgré cela, la **contre-réforme de l'assurance chômage** est toujours d'actualité.

Cette réforme est particulièrement injuste et inopportune. Ce n'est pas par la réduction des droits et par l'appauvrissement des plus précaires que le gouvernement résoudra le chômage. Cette réforme, c'est faire payer aux privés d'emploi l'échec des politiques successives en matière d'emploi. L'économie de 2,3 milliards d'euros revient à faire payer la crise aux chômeurs.

Le projet de réforme du système des retraites dit « universel par point », que nous avons combattu et empêché revient à l'ordre du jour. Nous réaffirmons notre opposition. Cette réforme n'est ni juste ni nécessaire.

Depuis longtemps et plus encore, depuis le début de la crise sanitaire, nous revendiquons que les aides publiques dont bénéficient massivement les entreprises soient conditionnées au maintien et la création d'emplois pérennes ainsi qu'à des normes sociales et environnementales.

Alors que les profits des grandes entreprises explosent, le pouvoir d'achat des salariés et des retraités stagne voire baisse. Ceux et celles dits « deuxième ligne » sont confinés au smic, au temps partiel, en CDD sans perspective d'évolution.

La crise sanitaire installée durablement a révélé les conséquences des politiques libérales de destruction des services publics et des services de santé, qui privent les hôpitaux des moyens indispensables pour prendre en charge les patients. Malgré les promesses, le gouvernement continue de fermer des lits et supprimer des postes dans nos hôpitaux.

.../...

Nos organisations réaffirment leur opposition à la loi « relative à l'adaptation de nos outils de gestion de la crise sanitaire » qui introduit le passe sanitaire.

Il ne s'agit pas de s'opposer à la couverture vaccinale.

Il s'agit de se positionner face à la remise en cause des libertés, déjà bien mises à mal (loi sécurité globale, fichage...), de se positionner contre la remise en cause du code du travail, des conventions collectives et du statut des fonctionnaires et contre les sanctions privant les salariés de moyens de subsistances.

Pour toutes ces raisons, nos organisations CGT, FO, FSU, Solidaires de la Mayenne exigent :

-  ***L'augmentation générale des salaires, du smic, des pensions et le dégel du point d'indice des fonctionnaires.***
-  ***L'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage.***
-  ***La conditionnalité des aides publiques au maintien des emplois et à la création d'emplois pérennes et à des normes sociales et environnementales.***
-  ***La fin de l'état d'urgence permanent permettant de déroger au code du travail.***
-  ***La fin de la fermeture des services publics.***
-  ***La fin des fermetures des lits et suppressions de postes dans les hôpitaux et au contraire la réouverture des lits ainsi que des moyens supplémentaires pour la santé.***
-  ***L'abandon des réformes des services publics.***
-  ***Le rétablissement de tous les droits et libertés.***

Nous appelons les salariés de toutes les professions, les jeunes, les retraités et les privés d'emploi à se mobiliser le 5 octobre par la grève et manifestation, pour obtenir satisfactions aux revendications légitimes.

Les conditions d'organisation de la journée de mobilisation seront précisées ultérieurement.

Laval, le 13/09/2021

CONTACTS :

CGT
02 43 53 20 73

FO
02 43 53 42 26

FSU
02 43 53 54 60

SOLIDAIRES
02 43 67 17 35